

NON À LA CRIMINALISATION DE L'ACTION SYNDICALE !



Au début de l'année, neuf militants de la CGT PSA-Poissy ont eu une entrevue de 17 minutes avec un chef, dans son bureau.

La direction a transformé cet entretien en ... séquestration ! Suite à la plainte de PSA, les militants ont été gardés à vue et doivent comparaître en correctionnelle jeudi 16 novembre, au tribunal de grande instance de Versailles.

C'est une manipulation grossière, et une attaque non seulement contre toute la CGT mais contre tous les salariés. Il ne faut pas la laisser passer.

Grand rassemblement de soutien devant le tribunal de Versailles Jeudi 16 novembre à 13h

... QUELQUES EXEMPLES DE LA RÉPRESSION CHEZ PSA ...

Poissy (78)

- Un jeune militant licencié pour non-respect du règlement (janvier 2017).
- 14 militants sanctionnés pour un total de 61 jours de mise à pied et une mutation disciplinaire. 1 100 salariés ont tenu à collecter 4 800 € afin de rembourser toutes les mises à pied.
- 5 demandes de licenciement refusées en bloc par l'Inspection du travail sur une fausse accusation de séquestration.
- Pour l'un de ces 5 militants, PSA a fait appel au ministère du Travail pour une demande de licenciement.
- Farid Borsali, secrétaire du syndicat comparu en Correctionnelle le 23 juin. Condamné, sur une fausse accusation de violence, à 6 mois de prison avec sursis et 2600 € de dommages et intérêts.
- 9 militants mis en garde à vue pendant 9h chacun et appelés à comparaître en Correctionnelle le 16 novembre pour fausse accusation de séquestration.

Mulhouse (68)

- 6 militants mis en examen pour distribution d'un tract syndical en mars 2016.
- Un militant sanctionné de 10 jours de mise à pied suivie d'une demande de licenciement.
- Un syndiqué licencié sur simple parole du bras droit d'un chef.

Valenciennes (59)

- Pressions physiques et courriers de menaces de sanction pour empêcher les distributions de tracts syndicaux aux postes de travail.
- 2 militants menacés de licenciement puis sanctionnés de 10 jours au total pour une fausse accusation de séquestration
- Un militant menacé de licenciement puis sanctionné 5 jours pour une fausse accusation de violence.
- Dominique Danquoins, syndiqué CGT, licencié et accusé injustement d'avoir volé 3 morceaux de caoutchouc (procédure en cours).

Carlos Tavares, PDG de PSA, attaque les militants pour mieux faire la guerre aux salariés

À PSA, la situation des libertés ouvrières et syndicales devient de plus en plus préoccupante.

La direction du groupe a décidé d'essayer de briser les militants syndicaux qui contestent la politique de Carlos Tavares par une répression systématique : sanctions, mises à pied, provocations, pressions, coups montés

sont le lot presque quotidien des militants. Elle est maintenant passée à l'étape supérieure en allant vers la criminalisation de l'action syndicale : des militants sont assignés devant les tribunaux, sous de fausses accusations, d'autres se retrouvent en garde à vue, des heures durant, dans les locaux de la police.

Face à cette situation, un Comité de défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA a été créé début juillet sous le parrainage de Gérard Filoche. Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Arlette Laguiller, Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Olivier Besancenot, Edwy Plenel, Bernard Friot, Frédéric Lordon et bien d'autres personnalités soutiennent ce comité qui a recueilli à ce jour près de 6 000 soutiens.

Le groupe PSA, prétendument à l'agonie en 2012, a explosé ses bénéfices ces deux dernières années. À quel prix ?

- Suppression de 20 000 emplois ces dernières années. Les usines tournent en surnombre, tous les jours fériés, ainsi que de nombreux samedis sont travaillés obligatoirement.
- Salaires bloqués depuis mars 2012, primes rabaissées ou supprimées.
- Heures supplémentaires obligatoires et gratuites
- Précarité qui explose : des chaînes de production sont entièrement tenues par des intérimaires sous-payés.
- Pressions sur les travailleurs handicapés pour les faire démissionner et les licencier si refus.
- Pressions pour dissuader les salariés de déclarer les accidents du travail, avec menaces de sanctions arbitraires, suppression des pauses physiologiques...

Dans ce contexte, PSA veut faire taire tous ceux qui contestent sa politique. Elle veut imposer à l'ensemble des salariés la peur de s'organiser et de réagir collectivement. Les patrons du groupe espèrent ainsi pouvoir continuer d'aggraver leurs attaques, pour pouvoir appliquer à leur guise la loi travail et les ordonnances du gouvernement.

C'est pourquoi il est vital aujourd'hui de contribuer à défendre les libertés ouvrières et syndicales, au moment où les nouvelles attaques contre l'ensemble des salariés se précipitent.

Soutenez le comité, signez, faites circuler et faites signer la pétition pour la défense des libertés ouvrières et syndicales à PSA !

Pour signer la pétition, rendez-vous sur : <https://goo.gl/t45X1k>

Avec les ordonnances Macron, gouvernement et Medef sont main dans la main pour remettre en cause les droits des travailleurs. Les manifestations de ces dernières semaines ont permis à des centaines de milliers d'entre eux, mais aussi à des routiers, des retraités, de montrer leur mécontentement.

Face à la guerre que nous mènent Macron et les patrons, notre force : c'est notre mobilisation collective !